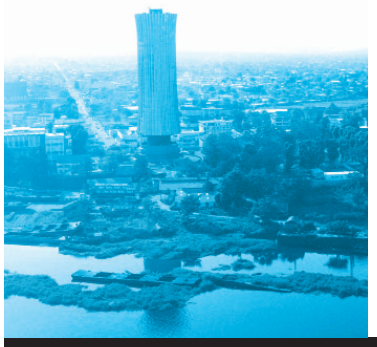
L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5044 - LUNDI 7 JUILLET 2025

DIPLOMATIE

An Qing présente ses lettres de créances au chef de l'Etat

Présentation des lettres de créances au président de la République/DR

Le nouvel ambassadeur de Chine au Congo, An Qing, a présenté le 4 juillet ses lettres de créances au président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Elle entend renforcer les liens de coopération qui unissent son pays et le Congo.

« *L'amitié sino-congolaise indéfectible traverse le temps et l'espace. Sur le nouveau point de départ historique, j'entends travailler avec la partie congolaise pour mettre en œuvre les consensus importants entre les deux chefs d'État, porter le partenariat de coopération stratégique global à des niveaux toujours plus élevés et contribuer davantage à la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique* », a écrit la diplomate chinoise dans le livre d'or.

Page 16

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Quarante-deux partis politiques officiellement reconnus

Le ministère de l'Intérieur a publié, le jeudi 3 juillet, une liste de 42 partis autorisés à exercer des activités dans le pays. Au nombre des partis reconnus figurent, entre autres, les deux grandes formations de l'opposition congolaise, notamment l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) et l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki).

Par ailleurs, le Parti social-démocrate congolais (PSDC) de Clément Miérassa et le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD) de Jean-Jacques Serge Yhomby Opango, sont interdits d'exercer toute activité politique.

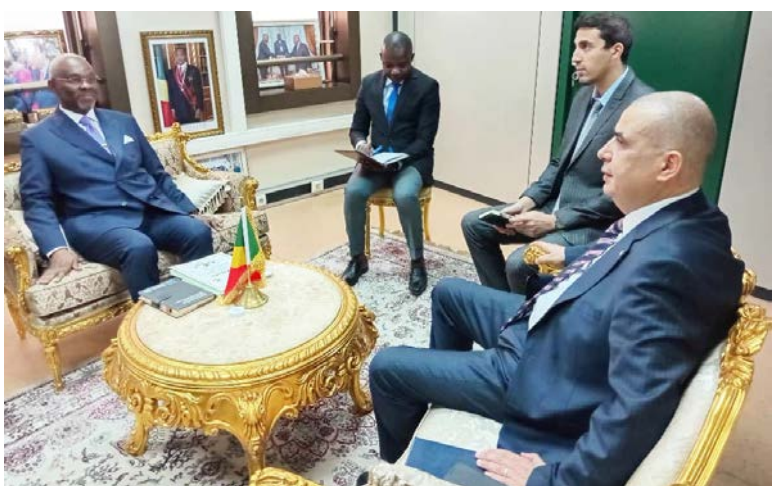
Page 2

MER ET EAUX CONTINENTALES

Le Congo et le Maroc veulent travailler ensemble

La République du Congo et le Royaume du Maroc entendent dynamiser et renforcer leur coopération dans les domaines de la mer et des eaux continentales, à travers la formation du capital humain et la lutte contre l'insécurité et la piraterie en mer.

Au cours d'un échange, le 4 juillet à Brazzaville, le secrétaire permanent du Comité interministériel de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, et le chargé d'affaires de l'ambassade du Maroc au Congo, Ahmmed Agargi, ont évoqué les possibilités d'un partage d'expérience permettant aux deux pays de relever ensemble les défis sur les problématiques liées aux affaires maritimes.



Échange entre Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et Ahmmed Agargi

Page 3

ÉDITORIAL

Le couperet

Page 2

EXAMEN D'ETAT 2025

120518 élèves déclarés admis

Page 5

ÉDITORIAL

Le couperet

Le 30 juin, un arrêté du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a renouvelé la liste des partis politiques officiellement reconnus au Congo en 2025. Les préfets de département sont priés de « veiller à la bonne application » de ce texte réglementaire qui « abroge toutes les dispositions antérieures contraires ». En d'autres termes, les formations politiques dont le nom ne figure pas sur la nouvelle liste n'ont pas qualité à exister.

Au total, 42 partis de l'opposition et de la majorité sont autorisés à concourir à l'exercice du suffrage universel. L'arrêté ministériel ne motive cependant pas les critères de la délibération et laisse interrogateurs ceux ou celles qui ont remarqué l'absence de certaines formations dont les dirigeants s'efforcent cahin-caha d'animer les débats et battre le rappel de leurs partisans dans une arène politique tout bien considéré pléthorique et désordonnée.

Pour une population estimée à 6 millions d'habitants (2023), 42 partis politiques fonctionnels sont-ils la preuve d'un dynamisme démocratique ? On peut le supposer. En même temps l'on s'aperçoit que la plupart vivent calfeutrés dans le vivier « naturel » de leur fondateur n'envisageant pas même de former des alliances susceptibles de les amener à mieux occuper l'espace national. Les rares cas où des regroupements ont lieu, ils ne vivent que le temps d'une sortie officielle avant d'être incinérés par les égos de leurs initiateurs.

Une chose est certaine, les mouvements politiques non-habilités cette année chercheront à en connaître les raisons. En revanche, ceux ayant tiré leur épingle du jeu pourront revendiquer au-delà de la reconnaissance officielle le financement de leurs activités. Prendront-ils sur eux d'élargir leur base de recrutement en lorgnant du côté des « perdants » de circonstance ? En ont-ils la prétention ?

Au demeurant, tant que les leaders des partis ne songeront pas à constituer des ensembles politiques solides resserrés autour d'objectifs clairs et sur des fondements idéologiques bien définis, leur combat pour le triomphe de la démocratie tournera à la désillusion.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

42 formations politiques officiellement reconnues

Un arrêté du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a publié le 30 juin la liste des 42 partis politiques de la majorité, de l'opposition et du centre reconnus au Congo. Parmi les partis non retenus figurent

le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD). Une formation politique de l'opposition créée en 1990 par l'ancien président Jacques-Joachim Yhomby-Opango dont le fils, Jean-Jacques Se

rge Yhomby-Opango, a pris les rênes à l'issue du congrès organisé du 15 au 16 décembre 2024, ainsi que le Parti social-démocrate congolais (PSDC) que préside Clément Mierassa depuis 1990. Il a été candidat aux présidentielles de 1992 et 2009 sous les couleursdesonmouvement.

Il convient de souligner que le RDD et le PSDC font partie d'une plateforme des partis de l'opposition dénommée "Rassemblement des forces du changement" (RFC) avec pour coordonnateur Clément Mierassa et Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango, membre du collège des présidents. Le RFC a vu le jour cette année dans l'objectif de conquérir le pouvoir de manière démocratique à l'élection présidentielle de 2026. La non-reconnaissance de partis de ces deux figures va sans nul doute donner une nouvelle direction à leur carrière politique.

Les Dépêches de Brazzaville

Parti Congolais du Travail (PCT), Union Panafricaine pour la Démocratie sociale (UPADS) ; Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès social (RDPS) ; Mouvement Action et Renouveau (MAR) ; Dynamique Républicaine pour le Développement (DRD) ; Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral (MCDDI) ; Club 2002 Parti pour l'Unité et la République (Club 2002 PUR) ; Mouvement pour la Démocratie et la Paix (MDP) ; Rassemblement Citoyen (RC) ; Parti Républicain et Libéral (PRL) ; La Chaîne ; Parti pour la Concorde et l'Action Politique (PCAP) ; Mouvement national pour la Libération du Congo (MNLC) ; Parti pour l'Action de la République (PAR) ; Union pour la Restauration du Congo (URC) ; Congrès Initiatives Démocratiques et Sociales (CIDES).

Union pour la Reconstruction et le Développement du Congo (URDC) ; Congrès des Démocrates africains (CODEMA) ; Union des Démocrates Humanistes Yuki (UDH-Yuki) ; Parti pour l'Unité, la Liberté et le Progrès (PULP) ; Union pour la Démocratie et la République (UDR-Mwinda) ; Union Patriotique pour la Démocratie et le Progrès (UPDP) ; Congrès pour la Démocratie et la République (CDR) ; Union des Démocrates libéraux (UDLC) ; Union Patriotique pour le Renouveau (UPRN).

Union pour le Mouvement Populaire (UMP) ; Mouvement pour le Développement durable (MDD) ; Alliance ; Le Congo en Marche (LCM) ; Mouvement pour la Solidarité et Développement (MSD) ; Mouvement Républicain (MR) ; Rassemblement des Démocrates Panafricains Ma Bâ Ma Nséké ; Parti Centriste Congolais (PCC), Parti Panafricain pour la Démocratie (PPAD), Mouvement pour les Intérêts des Congolais et pour le Salut (MIS) ; Parti Congolais Ecologiste et d'Ethique (PC2E) ; Mouvement pour l'Unité, la Solidarité et le Travail (MUST) ; Conseil National des Républicains (CNR) ; Action Permanente pour le Congo (ACP) ; Mouvement Congo Uni (MCU) ; Mouvement Social pour la Démocratie et la Paix (MSDP), Comité d'Action pour le Renouveau (CAR).

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité :Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service),
Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

MER ET EAUX CONTINENTALES

Le Congo et le Maroc relevent les défis ensemble

Le secrétaire permanent du Comité interministériel de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, et le chargé d'affaires de l'ambassade du Maroc au Congo, Ahmmed Agargi, ont échangé le 4 juillet à Brazzaville, sur les possibilités de partage d'expérience pouvant permettre aux deux pays de relever ensemble les défis sur les problématiques liées aux affaires maritimes.

Le Congo et le Maroc sont dans la dynamique de renforcement de la coopération notamment dans les domaines de la mer et des eaux continentales. « *La formation du capital humain , la piraterie en mer, l'insécurité sont autant de défis qui nous obligent de travailler en synergie par des échanges d'expérience* », a indiqué le chargé d'affaires de l'ambassade du Maroc au Congo, Ahmmed Agargi.

Les deux pays entendent donc poursuivre la mise en œuvre de l'accord de coopération maritime du 23 février 2010 qui appelle à la création de la commission mixte chargée du suivi dudit accord. Aussi, l'appui du Maroc dans le domaine de la gestion des zones côtières, en matière des eaux continentales en vue de l'entretien des voies d'eau navigable facilitant le trafic fluvial.

Le Maroc, pays côtier de la méditerranée, a en effet une grande expérience maritime avec plus de 3500km de côte, a souligné Ahmmed Agargi.

Échange entre Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et Ahmmed Agargi

Le Royaume chérifien dispose d'une expertise en matière de recherche scientifique et des capacités de formation profitables aux ressources humaines du Comité interministériel de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales.

Rappelons que les acquis du partenariat entre le Congo et le Maroc dans ce domaine sont tels que le 9 mars 2017, un mémorandum d'entente a été signé à Oyo, dans le département de la Cuvette, en vue de la création du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo par douze pays y compris le Royaume chérifien. Par ailleurs, le 12 mars 2018, un autre mémorandum a été signé à Rabat entre la Commission climat du Bassin du Congo et le centre de compétences en changements climatiques, 4C Maroc.

Le 16 novembre à Marrakech, le président Denis Sassou N'Guesso avait fait la proposition aux chefs d'État du bassin du Congo, de créer un fonds bleu. C'était lors du 1er sommet africain de l'action en faveur de la co-émergence de l'Afrique en marge de la 22ème conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Autant dire que le Congo Maroc dans les domaines de la mer et des eaux continentales ne sont pas à leur premier coup d'essai. Après l'échange entre le secrétaire permanent, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et le chargé d'affaires de l'ambassade du Maroc au Congo, Ahmmed Agargi, des actions concrètes sont attendues pour faire avancer la coopération bilatérale.

Rominique Makaya

LE FAIT DU JOUR

Plus il dure

Oui. Plus le conflit en Ukraine se prolonge, plus l'inimitié entre les belligérants s'enracine. Entré dans sa quatrième année le 24 février dernier, il oppose aussi indirectement la Russie à plusieurs pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le soutien de long terme promis à l'Ukraine étant loin de faiblir, il est difficile d'envisager une issue rapide des hostilités.

De part et d'autre, les déclarations des dirigeants à Moscou, Kiev, Paris, Londres, Berlin et Washington dévoilent l'étendue du fossé qui se creuse chaque jour entre les parties. Si l'on avait un temps misé sur le président des États-Unis pour avancer vers la paix au regard de la reprise du dialogue entre la Maison Blanche et le Kremlin, le constat général est bien plus contrasté : à ce jour, aucun déclic ne s'est produit pour fixer les esprits sur une éventuelle sortie de crise.

Bien sûr, le téléphone sonne plus ou moins régulièrement entre Donald Trump et Vladimir Poutine. Leurs pays ont nommé de nouveaux ambassadeurs et les officiels des services de renseignement respectifs, la CIA pour les États-Unis et le SVR pour la Fédération de Russie, se sont adressés la parole par téléphone à la fin du mois dernier, promettant de se relancer en temps opportun. Mais rien de bien spécial concret sur la mise en place d'un mécanisme de dialogue circulaire entre Moscou, Kiev et Washington.

Au fond, la volonté de discuter y est comme le prouve le cycle des échanges de prisonniers. Mais elle se heurte à un mur de pesanteurs quasi infranchissable. La situation sur le terrain militaire a beau évoluer en faveur de l'un des belligérants, la Russie en l'occurrence, la résistance et le refus de toute concession par l'Ukraine dont quelque 20% du territoire sont aux mains de son ennemie a tendance à inscrire la guerre de l'Est de l'Europe dans la durée.

À propos justement de l'Europe, en particulier celle des 27, si les pays membres ne sont pas entièrement unanimes sur les schémas du soutien apporté à l'Ukraine, le noyau « dur » de l'opposition à la Russie ne lâche pas prise. La France et l'Allemagne, puis la Grande Bretagne, rejettent l'hypothèse de voir la Russie sortir « indemne » de cette confrontation.

Il ne faut pas cependant négliger l'effet d'entraînement touchant les pays frontaliers de la Russie membres de l'OTAN. Tous épousent la thèse d'une menace venant du grand voisin russe et prennent des précautions allant de la fortification de leurs frontières à l'adoption de diverses mesures de rétorsion. Moscou n'est pas en reste qui corse elle aussi les dispositions de sécurité le long de ses frontières avec les pays concernés. Ces initiatives façonnent un modus vivendi qui a jeté son dévolu sur la peur de l'autre.

À tort ou à raison, la rupture du dialogue opéré depuis plus de trois ans n'augure rien de mieux. Et quand des ennemis non déclarés officiellement savent qu'ils se battent, mais férocement par tous les moyens, la crainte peut venir du non-respect des règles de la guerre. Or c'est bien ce à quoi l'on assiste dans le conflit russo-ukrainien. Il est alimenté dans l'ombre d'une rancœur implacable entretenue par des acteurs qui jurent de ne pas se pardonner ni un possible échec ni une possible victoire.

Jusqu'à ce que, peut-être, cette rencontre projetée entre les présidents américain, Donald Trump, et russe, Vladimir Poutine, dessine les contours d'une paix des braves ? De brave, à la vérité, il n'aura que l'amer constat qui est que cette guerre qui aurait pu être évitée a hélas éclaté. Avec autant de milliers de vies emportées, elle n'a que trop duré et devrait absolument s'arrêter.

En ajoutant à ce récit complexe l'entretien téléphonique de plus de deux heures, le 1er juillet dernier, entre les présidents français et russe, le premier depuis 2022, on a envie de dire que tout n'est pas perdu. Même s'ils ont campé sur leurs positions concernant le conflit en Ukraine, Emmanuel Macron et Vladimir Poutine ont néanmoins donné la preuve que seul le dialogue peut aider à rétablir la confiance et construire la paix. Il est bon de ne pas briser cet élan de cœur par une rancune inflexible.

Gankama N'Siah

MTN CONGO

UN INVESTISSEMENT MAJEUR POUR AMÉLIORER LES SOINS À L'HÔPITAL DE BASE DE OUESSO

Ouesso, Sangha — L'hôpital de base de Ouesso connaîtra bientôt un tournant majeur dans l'amélioration de ses capacités d'accueil et de prise en charge médicale. Grâce au soutien de la Fondation MTN Congo, les travaux de construction d'une nouvelle unité de soins de 400 m² ont été officiellement lancés le 21 juin 2025, en présence des autorités locales, des représentants de la Fondation MTN et des acteurs du secteur de la santé.

Cette initiative, d'un coût global de plus de 130 millions de FCFA, s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociétale de MTN Congo, avec une volonté claire : renforcer durablement les infrastructures sanitaires dans les zones où les besoins sont les plus pressants.

Une cérémonie sobre, portée par l'espoir

Dans une atmosphère à la fois solennelle et conviviale, la directrice exécutive de la Fondation MTN Congo, Mme Vanessa TSOUMA, a donné le coup d'envoi officiel des travaux. À ses côtés, le préfet de la Sangha, M. Édouard Denis Okouya, et le vice-président du Conseil municipal de Ouesso, M. Benoît Alangamoye Bakary, ont salué une action porteuse d'avenir. « À travers cette unité de soins, la Fondation MTN Congo réaffirme son engagement aux côtés des communautés pour un avenir plus sain », a souligné Vanessa TSOUMA dans son discours. Le préfet a, quant à lui, exprimé sa gratitude : « Ce geste illustre pleinement ce que peut être un partenariat utile, concret et humain au service de la population. »

Une infrastructure pensée pour durer

La future unité, construite en matériaux durables selon les normes en vigueur, sera dotée de plusieurs services : deux salles de soins, deux salles d'observation, un laboratoire d'analyses, un dépôt pharmaceutique, un bureau pour médecin, un bureau pour sages-femmes, et deux cabines de consultation.

Le bâtiment sera également équipé d'un forage pour garantir l'accès à l'eau potable, ainsi que de panneaux solaires pour assurer une autonomie énergétique partielle, un choix pertinent dans une région où l'accès à l'électricité reste parfois incertain.

La durée prévisionnelle des travaux est de six mois. Une fois achevée, cette unité permettra à l'hôpital de base de Ouesso de mieux répondre à la croissance démographique et aux besoins sanitaires du département.

Une pose de pierre entre modernité et traditions

Fidèle au respect des coutumes locales, la cérémonie a été précédée par un rituel de libation, destiné à bénir le site. Ce moment symbolique a précédé la pose officielle de la première pierre, effectuée par le préfet de la Sangha sous les applaudissements nourris des participants.

La santé comme priorité d'action

Pour la Fondation MTN Congo, la santé constitue un axe stratégique majeur. Depuis sa création en 2007, la Fondation agit pour l'amélioration concrète des conditions de vie des Congolais, en intervenant dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement communautaire.

Ce projet à Ouesso vient ainsi renforcer l'empreinte sociale de MTN Congo dans le pays. Il complète une série d'interventions récentes dans le domaine médical, notamment la campagne de soins mobiles "21 Days of Y'ello Care", qui a permis en juin 2025 de soigner gratuitement plus de 4 000 personnes dans 12 localités rurales.

EXAMENS D'ÉTAT 2025

120518 élèves déclarés admis au CEPE

Les résultats du Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) ont été publiés le 5 juillet. Sur 137.247 inscrits, 120.518 élèves ont été déclarés admis soit un taux de réussite global de 87,81%. Les décrochent ainsi leur sésame d'entrée au collège l'année scolaire prochaine.

Par département, Brazzaville compte 46263 admis, Pointe-Noire 33748, Sangha 2885, Likouala 4378, Cuvette 4077, Cuvette ouest 1486, Lekoumou 1841, Plateaux 34786, Bouenza 6537, Pool 7042, Niari 5927, Kouilou 5548. Cette année, autant l'on a noté une augmentation du taux de participation de 2,13% comparée à l'année passée autant le taux de réussite est en hausse : 87,81% à la session de 2025 contre 81,31% l'an dernier.

Rappelons que lors du lancement des épreuves du CEPE, session de juin 2025, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, faisait savoir que lorsque la nouvelle loi scolaire sera promulguée, cet examen d'État qui ouvre les portes du cycle secondaire, sera organisé dans un nouveau format.

Rominique Makaya

SANTÉ

Des journalistes découvrent la médecine chinoise

Lors d'une visite récente à l'Hôpital préfectoral de médecine traditionnelle chinoise de Kashi, plus d'une trentaine de journalistes de différents pays dont le Congo ont découvert les secrets de cette médecine ancestrale qui existe depuis des millénaires.

La médecine traditionnelle chinoise (MTC) est basée sur une approche holistique de la santé, prenant en compte non seulement les symptômes physiques, mais également les aspects émotionnels, spirituels et environnementaux de la personne. Les praticiens de la MTC utilisent une variété de techniques, telles que l'acupuncture ; les herbes médicinales ; les massages et les exercices de méditation ; la décoction ; la ventouse ; la moxibustion et enfin la suspension Redcord. Ces thérapies sont utilisées pour maintenir la santé et traiter diverses maladies, en exploitant les principes de la médecine traditionnelle chinoise. Il s'agit aussi d'aider les patients à retrouver l'équilibre et la santé.

En effet, les médicaments chinois comprennent principalement la phytothérapie, la médecine animale et la médecine minérale. Au cours de cette visite, plusieurs journalistes ce sont prêtés à des séances pour une expérience immersive complète.

Une séance de médecine traditionnelle chinoise/DR

« *La médecine traditionnelle chinoise est une partie intégrante de notre culture et de notre identité. Elle nous permet de prendre soin de notre santé de manière naturelle et holistique. Elle prend également en compte l'équilibre global de mon corps et de mon esprit. Il faut donc la préserver et la promouvoir pour les générations futures* », a confié une patiente ayant requis l'anonymat.

D'après le guide, plus de 70% des Chinois ont recours à la médecine traditionnelle soit plus de 500 millions de personnes chaque année.

Ayant un impact mondial, cette médecine offre des solutions naturelles et efficaces aux problèmes de santé. Avec son approche holistique et ses techniques variées, la MTC mérite d'être explorée. Les journalistes présents à la visite ont donc pu l'intérêt de cette médecine ancestrale pour la santé mondiale.

De notre envoyée spciale en Chine, Gloria Imelda Lossele

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE

Cinq présidents africains attendus aux Etats-Unis

Washington s'apprête à accueillir, du 9 au 11 juillet, un sommet réunissant les Etats-Unis et cinq pays d'Afrique, que sont le Sénégal, la Mauritanie, le Liberia, la Guinée-Bissau et le Gabon. Ce rendez-vous diplomatique, le premier du genre sous le second mandat du président Donald Trump, marque un tournant dans la nouvelle politique africaine des Etats-Unis misant sur le commerce et l'investissement, plutôt que les aides traditionnelles.

Selon les premières informations diffusées par la Maison-Blanche, ce sommet mettra l'accent sur le développement des partenariats économiques dans des secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures, l'agriculture et les technologies. Il est également prévu la signature de plusieurs accords de coopération et de lettres d'intention, symboles d'un nouveau type d'engagement des Etats-Unis sur le continent africain.

Le choix des cinq pays invités n'est pas anodin. Le Sénégal, considéré comme un partenaire démocratique stable, joue un rôle stratégique dans l'exploitation gazière et dans la lutte contre le terrorisme dans la région sahélienne. La Mauritanie et le Gabon, riches en ressources naturelles, suscitent un intérêt croissant pour leurs gisements de minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique mondiale. Le Liberia et la Guinée-Bissau, deux pays en reconstruction, présentent un fort besoin en investissements dans les infrastructures de base, notamment dans les domaines de la sante, de l'éducation et des transports.

Cette rencontre intervient dans un contexte géopolitique tendu, où la compétition entre grandes puissances s'intensifie en Afrique.

Alors que la Chine et la Russie multiplient les initiatives sur le continent, les Etats-Unis cherchent à redéfinir leur approche en plaçant le secteur privé comme atout premier de leur stratégie sur le continent africain. L'équipe diplomatique du président américain a d'ailleurs été instruite de privilégier les résultats concrets, en évaluant la performance des ambassades américaines sur la base des accords commerciaux conclus.

Toutefois, cette nouvelle orientation suscite des interrogations de la part de plusieurs observateurs après l'officialisation de la fermeture de l'Usaid, agence américaine d'aide au développement internationale qui pourrait fragiliser davantage certaines populations africaines vulnérables. Ils appellent à un équilibre entre soutien économique et appui humanitaire, afin d'éviter de creuser les inégalités.

Ce mini-sommet Etats-Unis-Afrique, en attendant celui du mois de septembre qui rassemblera cette fois-ci la majorité des pays africains, s'inscrit donc dans une logique de repositionnement stratégique. Il traduit une volonté de renforcer les liens bilatéraux avec un nombre cible de partenaires africains, sur la base d'intérêts mutuels. A l'heure où le continent africain est devenu un terrain de rivalités globales, Washington tente, a sa manière, de retrouver sa place dans le jeu. Reste à voir si cette dynamique se traduira par des avancées concrètes sur le terrain.

Jean Pascal Mongo-Slyhm (Stagiaire)

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans son projet d'optimisation de l'occupation de son siège social en vue de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, Ecobank Congo souhaite s'attacher les services d'un ou plusieurs prestataires pour lui fourniture les équipements de Bureau des espaces à occuper énumérés dans le cahier de charge.

Ledit cahier des charges ainsi que le dossier de soumission sont disponibles à la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, située au 2e étage du siège social, contre paiement d'un montant de ***cent mille francs CFA (100.000 FCFA).***

Les dossiers de candidature devront comprendre une offre technique et une offre financière, dûment signées et cachetées par le représentant légal du cabinet postulant. Ces offres devront être présentées en trois (3) exemplaires : Un (1) original et Deux (2) copies.

Les dossiers complets doivent être déposés au plus tard le vendredi 15 juillet 2025 à 16h00, date limite de réception des candidatures, auprès du Secrétariat de la Direction Générale, situé au 7e étage du siège social d'Ecobank Congo SA.

Chaque enveloppe devra porter les mentions suivantes : ***« APPEL D'OFFRES – FOURNITURE LES EQUIPEMENTS DE BUREAU ».***
A Monsieur le Directeur Général
ECOBANK CONGO SA,
BP : 2485 Centre-ville-Brazzaville, Immeuble ECOBANK CONGO
Tél. +242 05 200 62 62 / 06 719 01 01

Toute offre reçue au-delà du délai ci-dessus fixé ou en un lieu autre que le siège social de ECOBANK CONGO SA, sera rejetée.

ECOBANK CONGO
Directeur Général
B.P. : 2485 BRAZZAVILLE

KOUAME Brou Olivier
Directeur Général

GABON /ALI BONGO BRISE LE SILENCE À PARIS

Vers une bataille judiciaire à portée géopolitique

Dans un contexte post-coup d'État complexe, l'ancien président gabonais Ali Bongo a été entendu par la justice française sur les conditions de sa détention après sa chute en août 2023.

Ce dossier, à l'intersection du droit international, de la géopolitique régionale et des enjeux franco-africains, pourrait devenir un précédent juridique lourd de sens. Le 1er juillet 2025, Ali Bongo Ondimba, président déchu du Gabon, a été auditionné au tribunal judiciaire de Paris par deux juges du pôle « crimes contre l'humanité ». Statut : partie civile. Objet : séquestration arbitraire, tortures et détentions illégales commises selon lui par le nouveau régime militaire, arrivé au pouvoir après le coup d'État du 30 août 2023. « Dix-huit mois à deux dans un sous-sol, sans soins, sans lumière, sans liberté », déclare Me François Zimeray, avocat de la famille Bongo, décrivant les conditions de détention présumées de Sylvia Bongo et de leur fils Noureddin, également plaignants.

Justice française saisie, coopération incertaine

La plainte, déposée en mai 2024, a conduit à l'ouverture d'une information judiciaire contre X pour enlèvement, séquestration en bande organisée et actes de torture. Les avocats ont transmis une liste de suspects présumés, et des mandats d'arrêt internationaux pourraient être émis si Libreville refuse de coopérer. Officiellement, les autorités gabonaises affirmaient que Ali Bongo était « libre de ses mouvements ». Mais selon ses proches, l'ex-chef de l'État était en résidence surveillée, coupé du monde, sous haute surveillance. *« Cette affaire est aussi une question de vérité d'État. Elle interroge la capacité d'une nouvelle junte à rompre avec les pratiques qu'elle dénonçait »*, analyse Jean-Baptiste Mattei, ancien diplomate français en Afrique centrale.

Une saga familiale aux ramifications politiques et financières

Ce dossier judiciaire s'ajoute à un autre front sensible pour la famille Bongo : l'affaire des biens mal acquis en France, dans laquelle onze membres de la famille sont mis en cause. Cette enquête, ouverte en 2010 et clôturée en mars 2025, porte sur un patrimoine estimé à plusieurs centaines de millions d'euros (hôtels particuliers, voitures de luxe, comptes bancaires). Le Parquet national financier doit rendre prochainement ses réquisitions, possiblement un tournant. Dans le contexte gabonais, cette double affaire judiciaire - humanitaire et économique - fragilise la crédibilité du régime militaire de Brice Oligui Nguema, même si ce dernier a promis un procès équitable à Sylvia et Noureddin Bongo, désormais libérés sous contrôle judiciaire et exilés en Angola.

Réactions officielles : silence diplomatique et prudence stratégique

Du côté des autorités gabonaises, le silence prévaut, si ce n'est un démenti catégorique des accusations de torture émis par le général Oligui Nguema en mars dernier. Paris, de son côté, observe une réserve, refusant tout commentaire direct sur une procédure judiciaire en cours, tandis que l'Union européenne, bien que discrète, suit le dossier à travers ses canaux diplomatiques et juridiques. *« Le traitement judiciaire réservé à un ancien chef d'État africain par une juridiction européenne pose aussi la question de la souveraineté, du droit d'ingérence judiciaire et des équilibres post-Françafrique »,* rappelle Chloé Roussel, chercheuse à l'IRIS.

Droit, diplomatie et influence

Ce feuilleton judiciaire s'inscrit dans une recomposition plus large des relations euro-africaines, où la judiciarisation croissante des affaires politiques africaines pourrait servir de levier d'influence - ou devenir un piège diplomatique. Il illustre également une tension fondamentale : comment concilier rupture avec les régimes autoritaires passés, stabilisation militaire post-putsch, et respect des droits fondamentaux, dans un environnement où les lignes de force géopolitiques sont mouvantes.

Noël Ndong

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
CABINET
CELLULE DE GESTION DES MARCHES PUBLICS
SECRETARIAT PERMANENT
-=-=-=-=-=-

Avis d'appel d'offres international sans pré-qualification,
AAOI n° AOIF-02/MDN-CAB/CGMP-2025

Lot unique : Mise en place d'une unité des gaz médicaux à l'hôpital central des armées « Pierre MOBENGO ».

1.Cette demande d'offre fait suite à l'avis général de passation des marchés paru dans la publication n°278 du 23 avril 2025 de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

2.Le ministère de la défense nationale a obtenu, dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2025 des allocations pour financer son investissement, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché Renforcement du plateau technique de l'hôpital centrale des armées «Pierre MOBENGO». Lot unique : Mise en place d'une unité des Gaz médicaux à l'hôpital central des armées «Pierre MOBENGO».

3.Le ministère de la défense nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour le Renforcement du plateau technique de l'hôpital central des armées «Pierre MOBENGO». Lot unique : Mise en place d'une unité des Gaz médicaux à l'hôpital central des armées Pierre MOBENGO.

4.La passation du marché sera conduite par appel d'offres international ouvert à tous les candidats éligibles.

5.Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat permanent de la cellule de gestion des marchés publics du ministère de la défense nationale sis, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP : 101 Email : Téléphone : 00242 06 841 71 27/ 00242 05 659 12 50, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de lundi à vendredi de 08 H 00 à 15 H 00.

6.Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres et concernent entre autres les capacités financière, technique et la régularité de la situation administrative et fiscale.

7.Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet à l'adresse susmentionnée, contre un paiement non remboursable de six cent mille (600 000) francs CFA. Le paiement sera effectué en numéraire.

8.Les offres devront être soumises à la même adresse au plus tard le 18 août 2025 à 13 H 00, heure de Brazzaville. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : siège du ministère de la défense nationale, cellule de gestion des marchés publics le 18 août 2025 à 14 H 00.

9.Les offres doivent comprendre une garantie au taux de 1,2 % de la valeur TTC de l'offre.

10.Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 02 JUIL. 2025

La personne responsable des marchés publics du ministère de la défense nationale,

Simplice Clotaire NGOYA.

CERTIFICATE

COMMUNIQUE OFFICIEL

EUROCERT communique la triple certification ISO 9001 : 2015, ISO 14001 : 2015 et ISO 45001 : 2018 pour le Bureau d'Etudes EDAU Congo SCP

EUROCERT, organisme international de certification, a le plaisir d'annoncer l'obtention de la triple certification ISO 9001 : 2015, ISO 14001 : 2015 et ISO 45001 : 2018 par EDAU Congo SCP ; bureau d'études multidisciplinaire spécialisé en Etudes, Design, Architecture, Ingénierie BTP, Expertise Immobilière (en valeur vénale) et Urbanisme.

Pour chaque certification, nous retiendrons :

1. ISO 9001 : 2015. Système de Management de la Qualité. Cette certification témoigne de la mise en place d'un système de management performant axé sur l'amélioration continue de la qualité des services et la satisfaction des clients. Elle valide la capacité d'EDAU Congo SCP à fournir des prestations de qualité constante, répondant aux exigences de ses clients.

2. ISO 14001 : 2015. Système de Management Environnemental. L'obtention de cette certification souligne l'engagement d'EDAU Congo SCP en matière de respect de l'environnement et de réduction de son impact sur celui-ci. Cela se traduit par la mise en œuvre de pratiques durables et respectueuses des écosystèmes.

3. ISO 45001 : 2018. Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail. Cette certification met en avant la priorité donnée par EDAU Congo SCP à la santé, à la sécurité et au bien-être de ses employés. Elle démontre la mise en place de mesures préventives et de procédures efficaces pour assurer un environnement de travail sûr et sain.

L'obtention simultanée de ces trois certifications ISO prestigieuses souligne l'engagement d'EDAU Congo SCP pour l'excellence et la responsabilité sociale et environnementale.

EUROCERT félicite EDAU Congo SCP pour cette réussite et lui souhaite plein succès dans ses futurs projets.

Lack of fulfillment of the conditions set out in the contract No.06.003107.24, makes this Certificate invalid.
The validity of this Certificate is subject to annual surveillance.
Check the validity of the Certificate with the QR code at right.

IAF MS Certification Cert.No.:3

EUROCERT S.A. 89 Chlois & Lykovriseos str., 144 52, Metamorphosi - Greece
T +33 07 56 87 80 13, +30 210 62.53.927, F +30 210 62.03.018, M commercial@eurocertfrance.com

ΔΠ13.1/E10

ENJEUX POLITIQUES

Adolphe Muzito se rallie à l'effort national pour la paix

Après avoir reçu Martin Fayulu, considéré par beaucoup comme l'un de ses opposants les plus intransigeants, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a accordé une nouvelle audience à une autre figure majeure de la classe politique congolaise : Adolphe Muzito, président du parti Nouvel Élan. La rencontre s'est tenue récemment à la Cité de l'Union africaine.

Cette entrevue s'inscrit dans la dynamique de cohésion nationale voulue par le Chef de l'État, dans un contexte marqué par de grands enjeux sécuritaires, notamment dans l'Est du pays.

Ignorant les appels au radicalisme et mû par le sens de la responsabilité, Adolphe Muzito a manifesté, à travers cette rencontre, sa réelle volonté de contribuer à la construction d'un front républicain autour de l'Union Sacrée de la Nation (USN). Il s'est, d'ailleurs, dit prêt à soutenir les efforts en cours pour rétablir la paix et la stabilité en RDC.

Poignée de main entre le Chef de l'État Félix Tshisekedi et Adolphe Muzito, Chef de file de Nouvel Élan

Les discussions ont porté sur la situation globale du pays. À sa sortie d'audience, l'ancien Premier ministre a salué certaines avancées enregistrées sous l'actuel mandat de Félix Tshisekedi. *« On critiquait le Chef de l'État pour ses fréquents déplacements à l'étranger. Aujourd'hui, les résultats parlent d'eux-mêmes : il a su porter la voix du Congo sur la scène internationale et fait reconnaître le Rwanda comme agresseur à travers ses mouvements rebelles. Il y a aussi cet accord de paix signé sous l'égide des États-Unis, qui impose au Rwanda et aux groupes armés de se retirer du territoire congolais »*, a déclaré Muzito.

Le Chef de file de Nouvel Élan a également salué le leadership du Président de la République dans les négociations en cours avec les États-Unis autour d'un partenariat économique stratégique. *« Ce qui, hier, était exploité illicitement par le Rwanda comme simple sous-traitant, sera désormais valorisé par le Congo en partenariat avec toutes les nations du monde, notamment les États-Unis »*, a-t-il affirmé avec satisfaction. Tout en reconnaissant que ledit accord pouvait susciter des interrogations légitimes dans l'opinion, il a invité le gouvernement à fournir des explications claires à ce sujet. Interrogé sur sa possible participation à un futur gouvernement d'Union nationale, le président de Nouvel Élan s'est dit prêt à y contribuer. *« Ce qui compte pour moi, c'est que mes idées puissent être intégrées, dans la mesure du possible »*, a-t-il déclaré.

Tout en plaidant pour l'organisation d'un dialogue politique inclusif dans un avenir proche, il a insisté sur la nécessité urgente d'engager des réformes structurelles dans tous les secteurs clés du pays, condition indispensable, selon lui, pour accélérer le progrès national.

Sylvain Andema

AVIS DE VACANCE DE POSTE 01/CCN/SEP/2025

Le comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds Mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme « CCN » recrute un (e) secrétaire exécutif(ve) permanent pour le fonctionnement de son secrétariat exécutif permanent.

Titre du poste : secrétaire exécutif permanent du CCN.
Lieu d'affectation : Brazzaville.
Durée du contrat : 1 an renouvelable assorti d'une période d'essai de 3 mois.
Mission : assurer la coordination et la gestion administrative du secrétariat du CCN.

Responsabilités et tâches principales :
Sous l'autorité de la Présidente du CCN, le secrétaire exécutif permanent a pour tâches :
•Assurer le secrétariat des Assemblées Générales du CCN et des réunions de son Bureau ;
•Appliquer les directives contenues dans le règlement intérieur du CCN ;
•Organiser les réunions du CCN et de ses comités techniques ;
•Produire les plans d'action et les rapports périodiques et annuels du CCN ;
•Mettre en œuvre les recommandations de l'assemblée générale du CCN ;
•Assurer le fonctionnement des comités ad 'hoc du CCN ;
•Assurer la liaison avec les bénéficiaires principaux, l'Agent local du Fonds Mondial et les organisations externes pour le compte du Bureau ;
•Organiser la formulation des requêtes auprès du Fonds mondial ;
•Coordonner la gestion financière, administrative et logistique du secrétariat exécutif permanent du CCN ;
•Participer aux réunions internes et/ou externes pour le compte du CCN ;
•Organiser la documentation des activités et l'archivage des documents du CCN ;
•Assurer la diffusion, la communication et la dissémination des informations sur les activités du CCN ;
•Mettre en place un système de suivi et évaluation des activités du CCN et des bénéficiaires principaux ;
•Exécuter toute autre tâche assignée par la Présidente et/ou le Bureau du CCN.
•En collaboration avec l'équipe de pays du Fonds mondial, aider la direction de l'ICN à définir, chiffrer et mettre en œuvre les priorités annuelles de l'instance
-Faire fonction de garant de la bonne performance, de l'éligibilité de l'ICN et de règles d'éthique et de gouvernance ;
-Fournir un appui à l'équipe pays du Fonds mondial et à d'autres parties prenantes du Fonds mondial lors des missions de celles-ci et également à distance ;
-Élaborer des propositions pour la direction de l'ICN et le Fonds mondial sur le positionnement approprié et la pérennisation de l'instance et décrire les liens à établir entre l'instance et toute autre plateforme de coordination importante dans le pays ;
-Soutenir et prendre part à d'autres instances sanitaires nationales pour faire entendre la voix de l'ICN ;
-Veiller à une participation active et significative des communautés et des groupes composants à l'ICN et les orienter/former comme nécessaire.

Qualifications et profil :
-BAC + 5 au moins en Epidémiologie/Santé publique ;
-Expérience avec les bailleurs des fonds et organismes internationaux ;
-Connaissance de base sur l'organisation du système de santé au Congo et les procédures du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, de la Banque Mondial, de GAVI et autres partenaires ;
-Expérience professionnelle dans les domaines de la coordination des programmes de lutte contre les maladies/ Renforcement du système de santé ;
-Solide expérience de l'établissement de partenariats dans des environnements politiques et de la médiation sur des questions et des prestations complexes aux niveaux national, régional et international.
-Expérience professionnelle riche, notamment dans l'analyse de stratégies et de politiques, la planification et la gestion de programmes, ou expérience équivalente.
-Avoir une bonne moralité et une bonne expression orale et écrite en français ;
-Maîtrise et solide expérience des questions stratégiques, organisationnelles, financières et de gestion ;
-Bonne connaissance des processus du Fonds mondial et de son modèle de financement.
-Excellente maîtrise de la communication écrite et orale ;
-Au moins 10 ans d'expérience professionnelle (internationale ou nationale) dans les domaines de la planification et de la gestion dans le secteur humanitaire ;
-Expérience dans la gestion de programmes de santé publique et de lutte contre des maladies, en particulier le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ;
-Avoir des connaissances sur les questions du genre et des droits humains.

Compétence :
Langues
Ce poste exige de posséder un bon niveau oral et écrit en français.
La connaissance de la langue anglaise serait un atout.
Techniques :
-Maîtrise des applications Microsoft Office, en particulier Excel/Access, de la messagerie électronique, de la navigation sur internet et des sites Web.
-Bonne compréhension des questions de gouvernance.
-Bonne capacité à s'organiser et à prendre des initiatives, et forte sensibilité aux questions politiques.

Composition du dossier de candidature :
Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes :
•Une lettre de motivation pour le poste adressée à la Présidente du CCN ;
•Un curriculum vitae ;
•Une ou des copies des diplôme(s) ;
•Un certificat de nationalité et un casier judiciaire en cours de validité ;
•Les attestations ou certificat de travail.
Seuls les candidats présélectionnés seront invités à passer le test.

Dépôt de candidature :
Les dossiers de candidature doivent être adressés, sous plis fermés avec mention « Recrutement secrétaire exécutif (ve) permanent(e) du CCN », à Madame la Présidente du CCN, au plus tard le vendredi 1er Août 2025 à 12 heures 00 et déposés au secrétariat exécutif permanent du CCN, sis en face du CHU de Brazzaville, bâtiment situé à côté de l'UNESCO, au 2ème étage.

EDOUARD FIRMIN MATOKO

Bâtir l'UNESCO du futur par l'excellence africaine

Un Congolais à la tête d'un projet multilatéral audacieux : éducation, paix, numérique, patrimoine

Alors que l'UNESCO, confrontée à des tensions géopolitiques et une compétition de modèles, poursuit sa transformation, Firmin Édouard Matoko, diplomate et économiste congolais né à Brazzaville en 1956, incarne un tournant stratégique. Sous-directeur général de l'Organisation chargé de la Priorité Afrique et des relations extérieures depuis 2017, il incarne désormais l'espoir d'un leadership africain inclusif, porté par une vision globale.

Un profil exceptionnel au service d'une réforme urgente

Diplômé en économie de La Sapienza (Rome, 1981), polyglotte, Firmin Edouard Matoko a gravi les échelons de l'UNESCO (Bamako, Quito, Addis-Abeba) avant de rejoindre le siège parisien. Le candidat africain à la direction générale (élection en novembre 2025 à Samarcande) se présente avec un programme centré sur trois ambitions : repenser la gouvernance, renforcer l'éducation/technologie, et garantir la paix par l'éducation à la citoyenneté mondiale. « Je viens proposer un nouvel élan », affirme-t-il.

Troisième mission : réinvention structurelle et financière

Sa feuille de route propose un « aggiornamento » de l'UNESCO, basé sur :

Une gouvernance agile, centrée sur la transparence des dépenses et l'évaluation de l'impact dès le premier dollar investi ; Diversification des financements : développement du Sud-Sud-Nord, contributions volontaires innovantes et partenariats éthiques ; UnAfrica Lab, incubateur de projets éducatifs et culturels alignés sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

Visionnaire, il vise à renforcer le capital humain du continent et à ériger l'Afrique en laboratoire de solutions globales, rappelant les valeurs partagées de l'UNESCO, *« le grand courtier international, sur le plan international ».*

Priorité à la jeunesse, aux femmes et à l'innovation

Les priorités humaines du candidat sont claires :

Programme « Générations UNESCO » : formation civique, éthique scientifique et leadership dans les zones de conflits et post-conflits Programme « Femmes pour la Paix » : autonomisation des femmes bâtisseuses de paix, sous l'égide de la société civile Renforcement de l'accès aux STEM, des systèmes d'alerte précoce climat

en Afrique, aux capacités numériques féminines

Culture, patrimoine et résilience

Firmin Edouard Matoko défend une protection ciblée du patrimoine en zone de conflit, conscient des limites de l'UNESCO : « On ne peut pas tout protéger à 100 % ». Il soutient la restitution du patrimoine africain, saluant l'engagement croissant des anciennes puissances.

Géopolitique, diplomatie et influence

Le candidat Matoko se positionne en candidat universel, favorable à la solidarité multilatérale et à l'universalité de la mission UNESCO. Il soutient la dépolitisation de l'Organisation, un forum permanent sur l'Afrique. Sa trajectoire africaine, diplomatique et globale fait de lui un vecteur crédible pour renforcer la position de l'UNESCO face à la concurrence des blocs et au repli nationaliste.

Enjeux économiques et stratégiques

Financement durable : l'approche finance-action de Firmin Edouard Matoko pourrait stabiliser les ressources de l'UNESCO, souvent dépendantes de contributions volontaires fluctuantes. Capacité d'innovation : l'Africa Lab, orienté STEM et numérique, pourrait générer un effet de levier stratégique pour les solutions climatiques et technologiques. Impact global : un leadership africain transparait comme un signal fort, repositionnant l'UNESCO comme un acteur pertinent dans un monde multipolaire.

Un Africain à la tête d'un projet universel

Avec Firmin Édouard Matoko, l'UNESCO dispose d'un pari stratégique : conjuguer réforme structurelle, leadership inclusif, innovation technologique et protection du patrimoine. Sa vision est porteuse d'un dialogue renouvelé entre le Nord et le Sud, visant à faire de l'organisation onusienne un laboratoire de paix et de progrès, prêt à affronter les défis de l'après-2030. Poursuivre le travail commencé par le Sénégalais Amadou Makhtar Mbow à la tête de l'UNESCO (1974-1987) : *« Puiser sa force dans la diversité, et dans l'unité de notre engagement ».* Une ambition qui appelle *« au multilatéralisme renouvelé, fondé sur la confiance ». « L'Afrique ne doit plus être en périphérie : elle doit être le laboratoire »,* affirme Firmin Edouard Matoko, propulsant sa candidature bien au-delà du continent, avec le soutien du président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso.

Noël Ndong

AVIS DE PUBLICATION D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres national ouvert N°001/BEAC/CGO/DN.BZV/OYO/AONO/Tvx/2025

du 07 juillet 2025 relatif à la construction du logement des militaires à l'Agence de la BEAC à Oyo.

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage de construire un logement destiné à abriter les militaires pour le compte de son Agence à Oyo.

A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le présent Appel d'Offres est composé en neuf (9) lots indépendants :

1-Gros œuvre –Maçonnerie ;
2-Carrelage ;
3-FDT vitrage et accessoires de pose ;
4-Plomberie-Sanitaire ;
5-Plafond en placo ;
6-Peinture,
7-Climatisation ;
8-Etanchéité ;
9-Electricité courant fort et courant faible.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des Marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 09 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres National Ouvert n°001/BEAC/CGO/DN.BZV/OYO/AONO/Tvx/2025
du 07 juillet 2025
Service Gestion Administrative des Marchés,
5ème étage, porte 514.
: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-République du Congo
24 80 547 05 (242) : .

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement en espèces, à la caisse de la BEAC à Brazzaville, entre 08h00' et 12h00' de la somme non remboursable de cent mille (100.000) francs CFA

Une visite obligatoire du site s'effectuera le 21 juillet 2025 à 10 heures précises.

Les soumissions, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le 21 août 2025 à 12 heures 00 précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres National Ouvert n°001/BEAC/CGO/DN.BZV/OYO/AONO/Tvx/2025
du 07 juillet 2025
Bureau d'Ordre,
6ème étage, porte 601.
: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-République du Congo
24 80 547 05 (242) : .

Les soumissions seront ouvertes en deux étape :
Les plis administratifs et techniques seront ouverts le 21 août 2025 à 13 heures à la Direction Nationale de la BEAC à Brazzaville, en présence des représentants des soumissionnaires, dûment mandatés, qui souhaiteraient y assister. Dans ce cas, le représentant mandaté doit être muni d'une procuration et de sa pièce d'identité afin d'être accepté en salle de dépouillement.

L'ouverture des plis financiers se tiendra uniquement pour les offres jugées conformes.

Fait à Brazzaville, le 07 juillet 2025.
Le Président de la Commission des Marchés

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE
N° 006/MEH/PASEL/CI-2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN INGENIEUR EN ELECTRICITE DU PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES D'ELECTRICITE (PASEL)

1.Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) un prêt pour financer le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce prêt pour financer le contrat de travail d'un ingénieur en électricité du Projet.

2.Missions et principales tâches
Sous l'autorité directe du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet, l'Ingénieur en électricité aura pour entre autres missions et tâches :

a) Activités de gestion du projet
-Assister le Coordonnateur dans toutes les tâches relevant de sa compétence et pour lesquelles il aura été formellement sollicité ;
-Etablir le planning détaillé et la mise à jour du planning des activités à mener pendant la mise en œuvre du projet ;
-Assurer l'accompagnement de l'ensemble des activités liées aux audits techniques du projet ;
-Assurer les relations techniques avec les homologues et les structures gouvernementales, locales et privées engagées dans le projet ;
-Assurer la coordination technique entre les interventions des différents consultants de la composante ;
-Préparer le planning d'intervention des consultants et des différents intervenants.

b) Revue technique des documents et rapports
- Effectuer la revue des études et rapports produits par les consultants et les maîtres d'œuvre, y compris la vérification des choix techniques, et du chiffrage des coûts, en collaboration avec les différentes structures impliquées dans la mise en œuvre du projet.

c) Suivi de l'exécution des activités
-S'assurer que les activités sont réalisées conformément au calendrier prévu ;
-Organiser des réunions de suivi des activités afin de faire le point d'avancement des activités du projet ;
-Préparer, organiser et participer aux missions de terrain ;
-Participer à la préparation des missions de supervision de la Banque mondiale ;
-Assurer la production et la transmission au Coordonnateur d'un état trimestriel du tableau de bord du suivi des réalisations physiques (réalisé du trimestre échu, prévu du trimestre suivant) et des cibles des indicateurs dont il est responsable ;

d) Au démarrage des prestations ou travaux :
-Organiser les réunions de lancement des activités ;
-Vérifier la qualité et la conformité des documents de sûreté et autres garanties ;
-Préparer et suivre la notification des instruments administratifs nécessaires au démarrage des travaux.

e) Pendant l'exécution des travaux et à la clôture :
-Initier des mesures et actions nécessaires à la mise en œuvre des travaux ;
-Superviser et suivre toutes les actions d'administration des contrats du projet ;
-Suivre l'évolution des prestations et des travaux ;
-Participer aux réunions périodiques et autres commissions de validation des rapports ou autres extrants ;
-Contribuer au reporting des principaux résultats des travaux aux parties prenantes ;
-Suivre la mise en œuvre effective des mesures de mitigation des risques environnementaux et sociaux liés aux installations et travaux électriques du projet ;
-Assurer la qualité de tous les documents techniques produits par les cocontractants / Entreprises et soumis à validation du maître d'ouvrage et de ses représentants ;
-Veiller au respect des délais des prestations des consultants et des entreprises de travaux ;
-Veiller au respect des coûts des prestations et des travaux ;
-Veiller à la tenue des chronogrammes d'exécution ;
-Organiser et participer à la réception des ouvrages pour l'ensemble du projet ;
-Participer à l'élaboration du rapport d'achèvement du projet ;
-Exécuter toutes autres missions confiées par le Coordonnateur.

3.Durée de la mission et lieu d'affectation
L'ingénieur en électricité du PASEL sera recruté pour une durée d'un an renouvelable, selon les performances et résultats atteints, avec une période d'essai d'un (01) mois. Il sera basé à Brazzaville à l'Unité de Gestion du Projet, et supervisera les activités du PASEL dans toutes les zones d'intervention du projet.

4.Qualifications et expérience minimales requises
L'ingénieur en électricité devra justifier du profil suivant :
-Justifier d'une formation supérieure de niveau ingénieur (Bac+5), avec une spécialisation en Génie électrique, électrotechnique ou équivalent ;
-Justifier d'une expérience professionnelle générale d'au moins dix (10) ans en qualité d'ingénieur électricien ou ingénieur en génie électrique ;
-Avoir une expérience spécifique dans les études et le dimensionnement des réseaux électriques (courants forts et courants faibles), incluant l'éclairage, la distribution, la protection et la mise à la terre dans des projets de bâtiments ou d'infrastructures ;
-Avoir assumé la fonction d'ingénieur dans des projets de complexités similaires serait un atout ;
-Avoir une bonne compétence en gestion de projet et en coordination d'équipes pluridisciplinaires ;
-Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique en général, des outils Office (Word, Excel, PowerPoint) et de l'internet en particulier ;
-Maîtriser des logiciels de conception et d'analyse d'ingénierie ;
-Avoir une bonne connaissance et une expérience du contexte d'exécution des projets de développement au Congo et/ou dans la sous-région.
-Avoir la capacité de travailler en équipe, de proposer des solutions aux problèmes techniques complexes et prendre des initiatives ;
-Avoir une excellente compétence en communication et en rédaction de rapports techniques ;
-Avoir une bonne expression orale et écrite en français, et parler au moins une langue nationale serait un atout.

5.Constitution et dépôt des dossiers de candidature
Les dossiers de candidatures constitués des pièces ci-dessous doivent être déposés, au plus tard le 31 juillet 2025 à 13H00 à l'adresse mentionnée ci-dessous, sous plis fermé avec la mention « Candidature au poste d'Ingénieur en électricité du PASEL ».
Le dossier devra être constitué des pièces suivantes :
-Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet ;
-Un Curriculum Vitae actualisé indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission ;
-Une copie conforme des diplômes requis ;
-Les copies des attestations de travail justifiant les expériences pour le poste.

6.Méthode de sélection
La sélection du Candidat se fera en accord avec le Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de 2016, révisée en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025.

Le recrutement se fera par appel à candidature et la procédure de sélection comportera deux (02) phases :
-Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission, au regard de l'analyse des dossiers reçus ;
-Une phase de sélection par un interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte pour déterminer le candidat à retenir pour le poste.

7.Dépôt des candidatures
L'adresse de dépôt des dossiers de candidatures, d'obtention des termes de référence et autres informations complémentaires concernant le présent avis est indiquée ci-dessous.

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
Sis 22 Avenue Albert Bassandza, Poto-Poto, Centre-Ville (non loin de la clinique Cogemo)
Brazzaville-République du Congo,
Email : passationdesmarchespasel@gmail.com
Tél : (+242) 05 522 26 77 / 06 653 70 07

Fait à Brazzaville, le 02 JUIL 2025

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE
PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES D'ELECTRICITÉ
République du Congo
Le Coordonnateur
PASEL

Suite page

64e ANNIVERSAIRE DE DES FAC

La DGSP honore ses athlètes

Suite à leur sacre lors des activités sportives marquant la célébration des 64e anniversaire des Forces armées congolaises (FAC) et de la gendarmerie nationale, les sportifs militaires de la Direction générale de sécurité présidentielle (DGSP) ont reçu, le 3 juillet à Brazzaville, les encouragements de la hiérarchie.

En présence des officiers, sous officiers, militaires de rang ainsi que les autres athlètes, ces champions ont été congratulés. Les sportifs militaires de la DGSP ont largement triomphé pendant les championnats militaires qui ont précédé, la célébration du 64e anniversaire des Forces armées congolaises et de la gendarmerie nationale.

Dans toutes les disciplines où ils étaient inscrits, les militaires de la DGSP ont dominé leurs adversaires. Par équipe, ils ont occupé les premières places au volley-ball masculin et en Cross chez les dames. Cependant, à la fin du challenge technique, ces athlètes ont occupé la deuxième place tandis que leurs collègues ont terminé 3e en Cross chez les hommes et au football. En individuel, les trophées de meilleurs joueurs et meilleurs passeurs de volleyball de la compétition sont revenus à la DGSP.

Serge Oboa congratule ses éléments/Adiac

«Jusqu'au bout, nous avons fait face car ce n'était pas facile. Merci au commandement puisque nous étions accompagnés du début jusqu'à la fin. Certes c'était difficile mais tout s'est bien passé. Au sport, on ne triche pas, comme dit régulièrement notre chef. Seuls les efforts comptent. Nous allons réaliser d'autres exploits lors des prochaines compétitions », a expliqué le meilleur volleyeur de la compétition, le soldat Lovely Diassouloua.

C'est donc pour saluer ce parcours que le directeur général de la sécurité présidentielle, le général de Brigade, Serge Oboa, les a récompensés au nom du commandement en leur demandant de faire mieux lors de la prochaine édition. Le général de brigade a, par ailleurs, rassuré que tous les moyens seront mis en œuvre pour garantir la bonne préparation des sportifs. *«Je voudrais encourager et féliciter les encadreurs et athlètes qui, par leur force et leur courage nous ont ramené les différentes médailles. Je pense qu'on pouvait faire mieux. Vous devez travailler durement pour faire encore plus d'exploits et continuer d'honorer notre structure »* a-t-il indiqué.

Pour sa part, le lieutenant-colonel Elias Mfoudi a souligné que ces résultats traduisent la solidarité interne et l'efficacité de l'encadrement au sein de la DGSP. Selon lui, les athlètes ont su défendre l'image et l'honneur de la DGSP lors de ces championnats militaires.

Rude Ngoma

RÉSIDENCE ARTISTIQUE

Ralff, un pont créatif entre Brazzaville et Dresde

Dans le cadre du jumelage culturel entre les villes de Brazzaville et Dresde en Allemagne, une résidence artistique inédite baptisée « Entre le Congo et l'Elbe : un dialogue entre les fleuves » réunira deux artistes visuels : le Congolais Therance Ralff Lhyliann, plus connu sous le nom de Ralff et l'Allemande Birgit Schuh. Une initiative saluée comme une « belle opportunité » par les Ateliers Sahm, qui accompagnent une nouvelle fois l'émergence artistique locale.

Pour Ralff, photographe de formation dont la pratique s'est élargie aux arts multimédias, cette résidence à Dresde, prévue de novembre à décembre prochain, représente une étape décisive. *« Ce projet est né d'un appel à candidatures que les Ateliers Sahm lancent chaque année avec leurs partenaires allemands »*, explique-t-il avant de souligner qu'*« il fallait constituer un dossier. Un jury s'est réuni, et j'ai eu la chance d'être sélectionné ».*

La résidence artistique dans le cadre de ce projet se déroulera en deux temps : Birgit Schuh sera accueillie à Brazzaville entre septembre et octobre, tandis que Ralff séjournera à Dresde à la fin de l'année. Tous deux créeront des œuvres originales qui seront présentées lors d'une exposition conjointe. À Dresde, Ralff prévoit de mêler photographie, installation sonore et vidéo. *« Mon travail évolue. Certaines personnes que je rencontrerai ne souhaiteront peut-être pas apparaître à l'image, mais elles pourront livrer des témoignages à travers la voix. Ce projet me permet d'explorer pleinement cette dimension multimédia. »*

Entre-temps, l'échange artistique a déjà commencé, à distance. *« J'ai hâte de rencontrer Birgit en personne. On échange déjà, et je suis curieux de voir comment nos univers vont se croiser »*, a confié Ralff.

Au-delà de l'expérience individuelle, Ralff remercie les initiateurs de ce programme qui contribue à la mobilité des artistes. *« Merci aux ateliers Sahm qui offrent de vraies opportunités. Voyager, découvrir d'autres scènes, d'autres pratiques, c'est essentiel pour progresser. Je remercie aussi la mairie de Dresde pour son engagement dans ce projet »*, a-t-il fait savoir lors d'un entretien exclusif avec les Dépêches de Brazzaville.

Soutenu par les villes de Dresde et de Brazzaville, le Goethe-Institut, Zentralwerk Dresden e.V. et les ateliers Sahm, ce programme de résidence met en lumière la vitalité du dialogue culturel entre l'Afrique et l'Europe, entre le fleuve Congo et l'Elbe. Une rencontre entre deux rives, deux regards, deux sensibilités, et la promesse d'une création profondément enracinée dans l'échange.

Merveille Jessica Atipo

Le gala des bacheliers a lieu le mois prochain

Du 4 au 8 août va se tenir à Pointe-Noire la 4e édition du gala des bacheliers, un évènement dédié aux futurs bacheliers appelés à intégrer le monde professionnel après leur parcours scolaire et universitaire. Prélude à l'évènement, le comité d'organisation de cette activité a organisé le 3 juillet à la Chambre consulaire de Pointe-Noire un focus pour fixer l'opinion sur les enjeux de cette 4e édition innovante dans son contenu.

Les participants à la 4e édition du gala des bacheliers/Adiac

Organisé par Kima Events, l'agence de création et d'organisation événementielle spécialisée dans la mise en œuvre d'évènements professionnels et culturels avec l'appui des structures partenaires et entreprises de la place, le gala des bacheliers a été créé dans le but d'orienter les nouveaux bacheliers sur leurs opportunités d'emplois, d'affaires et même comment faire leur entrée dans l'univers de l'entreprenariat. Ainsi, Ruth Gychelle Mbongo, présidente du comité d'organisation, Laeticia François Yola, cheffe de projet, Omri Salomon, coordonnateur général ont entretenu dans une approche participative l'assistance composée d'élèves, d'étudiants, des acteurs du monde éducatif, des parents et tuteurs d'enfants, les entreprises… sur cette plateforme internationale de l'orientation académique et professionnelle regroupant panels, foire des métiers, ateliers et rencontres avec des universités, entreprises et experts en insertion professionnelle.

« La 4e édition a beaucoup évolué avec une meilleure proposition des programmes et du contenu bien étoffé afin de permettre à chaque acteur de se retrouver », a dit Ruth Gychelle Mbongo, présidente du comité d'organisation après avoir fait un bref historique du parcours et de l'évolution de l'événement lancé en 2022 au musée Cercle africain de Pointe-Noire qui avait abrité la soirée de gala. Un an plus tard, l'hôtel Elais et le musée Cercle africain ont accueilli l'évènement qui a eu pour principales attractions la foire aux métiers et la soirée de gala. La 3e édition qu'a abrité Canal Olympia Mpita a pendant trois jours d'activités a réuni les participants autour de l'orientation, la foire aux métiers et la soirée de gala.

Pour Laetitia Yola, cheffe de projet *« La particularité de cette édion est l'organisation des panels sur tous les secteurs d'activités (économie, gestion, finances, communication, santé, logistique, pétrole, métiers maritimes mais aussi des panels transversaux tel le développement durable, les métiers culturels, l'artisanat, les métiers sociaux et humains…). Nous avons aussi intégré des ateliers sur la rédaction des C.V, des lettres de motivation, du leadership, de la confiance en soi. Ces éléments sont mis en avant car au-delà des compétences que vont développer les enfants, il y a aussi le volet savoir être pour être employable et on va aussi mettre l'accent sur l'insertion professionnelle ».*

Toutes ces questions et bien d'autres encore sont régulièrement posées par les élèves lors la caravane d'orientation académique et professionnelle, le programme itinérant conçu pour sensibiliser et accompagner les élèves, tuteurs et personnels éducatifs sur les enjeux de l'orientation en lien avec les réalités congolaises. Une ronde scolaire qui a permis de relever de nombreuses insuffisances à corriger et à améliorer à l'avenir en vue d'un meilleur dynamisme de l'école congolaise ont dit les organisateurs *« Nous avons noté une communication administrative insuffisante dans les écoles c'est pourquoi sous souhaiterons à la longue que soit constituée une communauté des écoles de Pointe-Noire pour centraliser les informations. Il y a aussi la méconnaissance des programmes scolaires. Le souhait est que soit insérée la caravane de l'orientation dans le programme des activités scolaires. La troisième insuffisance est ce sentiment malveillant de concurrence interuniversitaire. Il est donc impérieux de solidariser les actions de promotion universitaire au sein des écoles »* a dit Omri Salomon.

Le gala des bacheliers sera officiellement lancé le 4 août à Pointe-Noire. Une table ronde sur le thème « Comment construire une orientation efficace pour une insertion durable » aura lieu le lendemain en matinée avant le lancement des panels et autres activités en fin de matinée. Les 6 et 7 août sont consacrés aux autres panels pros et aux panels orientation avant la soirée de gala qui va clôturer l'activité le 8 août avec la remise et la distribution des cadeaux aux participants.

Hervé Brice Mampouya

PROJET DE PROTECTION SOCIALE
ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

PSIPJ

COMMUNIQUE

Le Coordonnateur du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes, PSIPJ, informe les populations des localités de **Dolisie, Louvakou, Nkayi et Kintélé** du lancement d'une campagne d'enregistrement des ménages vulnérables au Registre Social Unique (RSU) dans la période du **04 au 18 juillet 2025**.

Cette campagne vise à identifier les **ménages en situation de vulnérabilité** en vue de leur permettre de bénéficier selon le degré de leur vulnérabilité, des **aides sociales** mises en place par le gouvernement congolais.

Les Chefs de ménages concernés sont invités à se faire enrôler gratuitement pendant cette période dans les sièges de leurs quartiers respectifs.

Fait à Brazzaville, le 06 . 07. 2025

Pièces à fournir :
• **Une pièce d'identité en cours de validité**
(carte nationale d'identité ou tout autre document officiel) ;
• **Les documents d'identification des membres de votre ménage**
(actes de naissance, cartes d'identité, etc.).

Le Coordonnateur,

Antoine Régis NGAKEGNI

MASSAH

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

GLOBAL COM AGENCY

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La RPDH lance une étude sur la transition énergétique

La Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RDPH) dirigée par Christian Mounzeo a organisé, les 26 et 27 juin à Pointe-Noire, les premières assises de la table ronde consultative des parties prenantes sur le projet «Préparer l'après pétrole au Congo». Les travaux se sont déroulés en présence du directeur de cabinet du président du Conseil départemental du Kouilou, Bienvenu Makosso Dangui, et du conseiller socio-culturel du maire de Pointe-Noire, Philippes M'Boumba.

Le projet dont les bases viennent d'être lancées pour une durée d'un an est exécuté par la RPDH et financé par Rockefeller Philanthropy advisors, avec l'appui technique d'Energy transition fund. Il a pour objectifs spécifiques de susciter un dialogue des parties prenantes sur les meilleures options à envisager en matière de transition énergétique; d'initier la réflexion des acteurs clés sur la feuille de route sur la préparation de l'après pétrole au Congo; d'inscrire la problématique de la transition énergétique, des alternatives à l'exploitation des fossiles et la diversification de l'économie dans le débat public et dans l'agenda des décideurs. Ce projet permet également de mener un plaidoyer pour l'adhésion du Congo à l'initiative internationale « Beyond oil and gas alliance».

La RPDH s'est engagée à esquisser une feuille de route qui permettra au Congo de transiter vers les énergies renouvelables pour apporter sa pierre à l'édifice.

Durant deux jours des travaux animés par le Dr Jean Chrios Moukala, consultant de la RPDH, la table ronde consultative des parties prenantes a permis aux représentants des pouvoirs publics, aux représentants des administrations de l'Etat, aux élus locaux, à la société civile et aux représentants des communautés locales à faire travailler leurs méninges, chacun dans son domaine de compétence, pour proposer des idées à mettre en oeuvre.

Les participants à la table ronde/Adiac

Les panélistes ont été orientés sur le même thème, à savoir *«Le partage des défis et perspectives des parties prenantes en lien avec la transition énergétique et la diversification de l'économie»*. Les exposés ont suscité des échanges passionnants et des informations objectives qui ont séduit les organisateurs.

A l'issue des travaux, les participants ont félicité la RPDH pour leur engagement. *« L'initiative est louable. De nos jours, il faut qu'on pense aux énergies renouvelables. Le Congo est bien irrigué, je pense que cette transition ne peut passer que par l'eau qui est la ressource liée, déjà avec les barrages hydroélectriques, je pense que c'est une bonne réponse aux énergies renouvelables »*, a dit la représentante de la direction départementale de l'Energie hydraulique, Akoua Maryse.

Le coordonnateur de la RDPH, Christian Mounzéo, de son côté, a remercié les participants pour leurs contributions à la réalisation de la pré-feuille de route vers la transition énergétique. *« Nous sommes sortis de là avec plusieurs idées et propositions s'agissant de ce qui pourrait être une feuille de route sur la transition énergique »*, a-t-il dit. Toutefois, il a reconnu qu' il y a des propositions intéressantes à étudier parce qu'en réalité, la question a été déjà réfléchie et pensée. Seulement, il y a des freins en ce qui concerne la mise en œuvre. *« Il faut que les acteurs intéressés réfléchissent sur les racines et les causes qui font qu'on ne soit pas capable d'appliquer ces politiques et les planifications que nous avons prises ensemble. L'une des réponses à cette problématique, c'est d'engager la volonté politique, d'améliorer les capacités, de s'assurer que l'accès aux informations est une réalité... »*, a-t-il ajouté.

Charlem Léa Itoua

CONGO BRAZZAVILLE/GUADELOUPE

Les villes de Pointe-Noire liées par un accord d'amitié

La signature de l'accord d'amitié et de coopération entre les deux villes a eu lieu, vendredi 4 juillet à Pointe-Noire entre Evelyne Tchitchelle, présidente du conseil départemental et municipal, député maire de la ville de Pointe-Noire au Congo et Camille Elizabeth conseiller régional, maire de la ville de Pointe-Noire en Guadeloupe

A travers cet accord, les deux villes s'engagent en faveur de leurs communautés respectives, dans le but de promouvoir l'amitié et la connaissance entre leurs peuples, renforcer les liens historiques en matière économique, socio-culturel, touristique et environnemental.

Les parties signataires s'entendent pour encourager et soutenir les échanges entre les citoyens des deux villes dan les domaines scolaire, associatif et institutionnel. L'accord prévoit l'élaboration des programmes d'actions et des projets patrimoniaux économiques et touristiques qui peuvent être valorisés par la mise en place des salons, rencontres ou évènements dans les deux villes, renforcer les règles d'hospitalité, le respect des diversités, le climat de confiance, l'esprit de solidarité, la promotion des valeurs communes et universelles, la conjugaison des efforts favorisant la paix, le développement et la prospérité.

La photo de famille à la clôture des retrouvailles/Adiac

Il est prévu l'institution d'un comité de jumelage afin de cibler les axes thématiques stratégiques non exhaustifs notamment éducation et formation, tourisme écologique, tourisme mémoriel, assainissement, culture art et sport, santé, renforcement institutionnel, coopération économique et commerciale.

Evelyne Tchutchelle a loué un partenariat fondé sur l'histoire et le destin des deux villes: *«J'en voudrais pour preuve, la situation géographique de ces deux villes en bordure de mer mais aussi et surtout, l'existence respective de la route des caravanes ou des esclaves à Pointe-Noire au Congo et à Pointe-Noire au Guadeloupe. Il est évident que, c'est de notre devoir et de notre responsabilité de revisité notre histoire en vue d'en faire bénéficier tant à nos deux cités qu'aux populations qui y vivent».*

Pour Camille Elisabeth cet accord de jumelage symbolise une volonté partagée des autorités des deux villes de bâtir des liens durables: *« Cette journée représente une véritable opportunité de rapprochement des concitoyens des deux villes et de mise en valeur de leurs identités respectives ».*

Séverin Ibara

DIPLOMATIE

Denis Sassou N'Guesso reçoit le nouvel ambassadeur de Chine

Le nouvel ambassadeur de Chine au Congo, An Qing, a présenté ses lettres de créances au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 4 juillet à Brazzaville.

Présentation des lettres de créances au président de la République/DR

An Qing qui est à son premier poste en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,succède à Li Yan décédée à Pékin suite à un accident de circulation à Nairobi au Kenya alors qu'elle était en mission officielle.

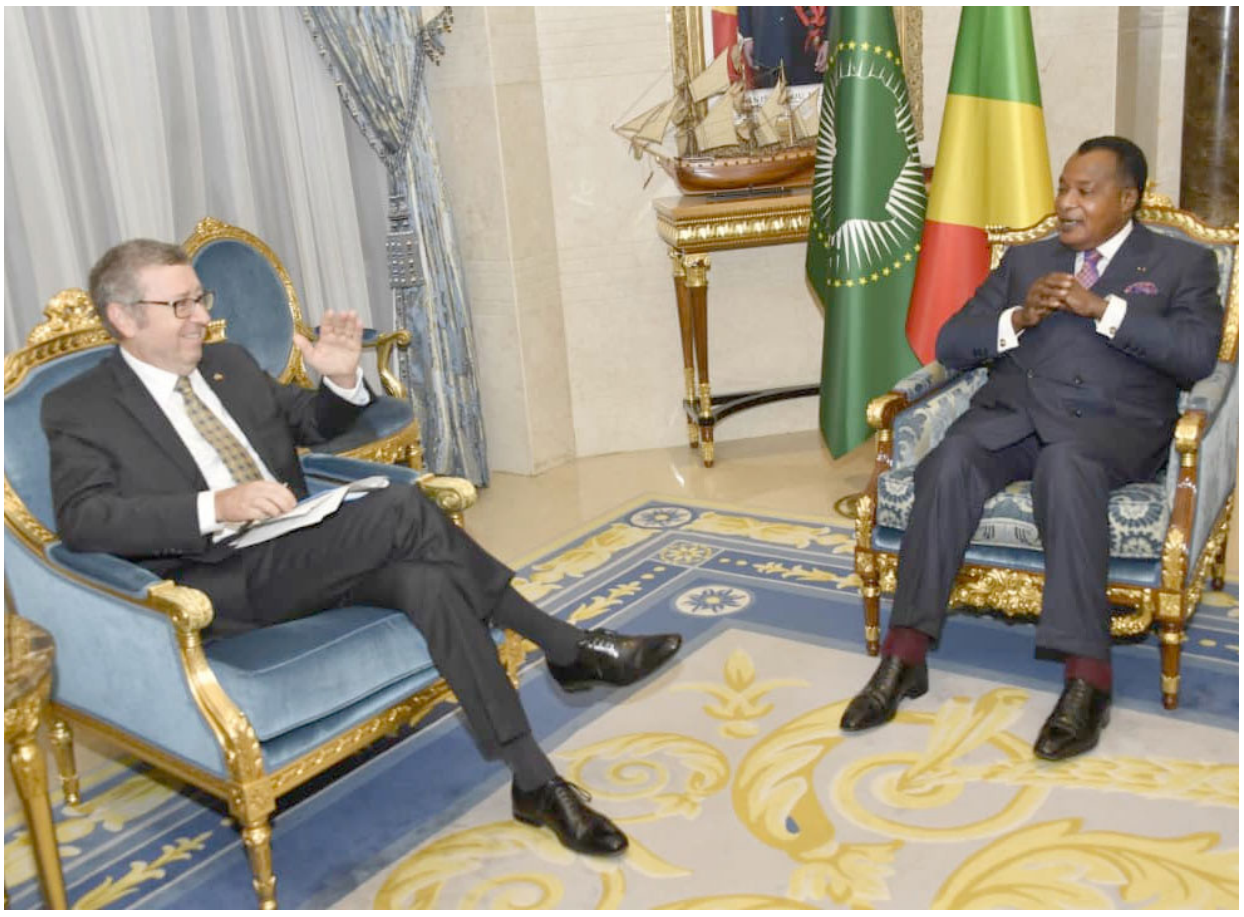
Dans le livre d'or, An Qing a écrit : « *L'amitié sino-congolaise indéfectible traverse le temps et l'espace. Sur le nouveau point de départ historique, j'entends travailler avec la partie congolaise pour mettre en œuvre les consensus importants entre les deux chefs d'État, porter le partenariat de coopération stratégique global à des niveaux toujours plus élevés et contribuer davantage à la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique, de tout temps, à l'ère nouvelle* ».

La diplomate chinoise a par ailleurs remis au président de la République deux pots en porcelaine symbolisant le bonheur, la diligence et la tranquillité. Née en août 1970 à Beijing, An Qing est diplômée des études universitaires.

Le Congo et la Chine sont liés par un partenariat stratégique global raffermi par des échanges dans différents domaines. Brazzaville et Beijing ont célébré l'année dernière au mois de février les 60 ans de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Les pays co-président le Forum sur la coopération sino-africaine.

Les Dépêches de Brazzaville

L'ambassadeur Eugene Young fait ses adieux



Le diplomate américain faisant ses adieux au président de la République/DR

Au terme d'un mandat de trois ans en qualité d'ambassadeur plénipotentiaire des États-Unis au Congo, Eugene Young a fait ses adieux au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 4 juillet.

Les sujets d'intérêt commun notamment la coopération bilatérale entre le Congo et les Etats-Unis ; le climat des affaires, les questions de paix dans sous-région d'Afrique centrale ainsi que celle des migrations illégales sur le sol américain ont ponctué leurs échanges.

« *Nous sommes fiers de tous nos accomplissements ici dans le domaine du soutien humanitaire, la coopération sécuritaire entre nos forces armées, la protection environnementale* », a déclaré le diplomate en formulant un vœu : « *Je souhaite la prospérité, la sécurité, une société et une économie plus ouvertes pour tous les citoyens de ce beau pays* ».

Les Dépêches de Brazzaville